

*Questions orales*

moindre mot sur la biodiversité, qui revêt pourtant une très grande importance au Canada.

Est-ce que la ministre convient que, entre autres, l'intégrité écologique du parc national Pacific Rim dépend des forêts écologiquement riches de Clayoquot Sound?

**L'hon. Mary Collins (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest, ministre d'État (Environnement) et ministre responsable de la situation de la femme):** Madame la Présidente, je suis heureuse que le député parle de la convention sur la biodiversité.

Dans ce dossier, le Canada est un chef de file. En effet, il a été le premier pays industrialisé à signer cette convention et le premier à la ratifier.

• (1450)

Nous travaillons maintenant en suivant un plan national sur la biodiversité et nous participons avec nos collègues à l'aménagement de nouveaux parcs nationaux. Il y a peu de temps, j'ai signé l'accord avec les Haida Gwaii. Nous avons récemment annoncé la création du nouveau parc au Yukon.

Nous appliquons tous les éléments de notre stratégie sur la biodiversité, c'est-à-dire tous ceux qui relèvent de la compétence fédérale—je tiens à ce que le député en prenne note.

\* \* \*

**L'ÉCONOMIE**

**L'hon. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Il y a quelques jours, le ministre des Finances a rencontré ses homologues provinciaux à Ottawa pour discuter des problèmes liés à l'économie. À cette occasion, les ministres provinciaux ont clairement mentionné qu'ils avaient fait ce qu'ils pouvaient pour contenir le déficit au niveau provincial et qu'ils voulaient maintenant que le fédéral les aide sur le plan monétaire, en s'occupant des taux d'intérêt.

Compte tenu des déclarations faites par le ministre des Finances Lévesque du Québec et par le trésorier Laughren de l'Ontario, et compte tenu du fait que le gouvernement fédéral applique depuis plusieurs années une politique de taux d'intérêt élevés qui a contribué à ruiner l'économie, le ministre va-t-il se servir de son autorité et

ordonner à la Banque du Canada de faire baisser encore davantage les taux d'intérêt, de façon à stimuler l'économie et à créer des emplois pour tous les Canadiens?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Madame la Présidente, cette question illustre on ne peut mieux pourquoi le NPD ne formera jamais le gouvernement national.

Les taux d'intérêt ne sont pas dictés par le gouvernement et le député, qui est ici depuis un bon moment, devrait le savoir. Si celui-ci veut vraiment apprendre comment le système fonctionne, il devrait aller écouter le gouverneur de la Banque du Canada, John Crow, qui témoigne cet après-midi devant le comité.

**L'hon. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Madame la Présidente, le ministre des Finances du Québec a demandé au gouvernement fédéral d'intervenir. Le trésorier de l'Ontario en a fait autant, tout comme d'autres ministres provinciaux.

Pourquoi le gouvernement ne se sert-il pas de son autorité et ne demande-t-il pas à la Banque du Canada de faire baisser les taux d'intérêt au pays?

On a récemment mentionné que le taux d'intérêt réel de la Banque fédérale de réserve aux États-Unis était maintenant autour de 0 p. 100. Au Canada, le nouveau taux est d'environ 4 p. 100. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas réduire l'écart entre les taux d'intérêt réels des deux pays, ce qui permettrait de créer des emplois chez nous?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Madame la Présidente, le député est encore une fois complètement dans l'erreur. J'étais présent lors des réunions des ministres des Finances et je n'ai pas entendu le ministre des Finances du Québec ni le trésorier de l'Ontario demander au gouvernement fédéral d'intervenir. Je répète que je ne les ai pas entendus faire une telle demande.

Par contre, je les ai entendus dire que nous avons des problèmes de dette et de déficit. Tous les ministres provinciaux ont reconnu que ces problèmes n'étaient pas encore réglés et que nous devons poursuivre nos efforts. Ils ont aussi mentionné qu'ils souhaitaient, comme nous tous, favoriser la croissance et la création d'emplois au pays, et qu'à leur avis, nous étions sur la bonne voie.

Toutefois, personne n'a demandé une intervention directe du gouvernement fédéral auprès de la Banque du Canada. Le député est tout à fait dans l'erreur.